

Les périphéries oranaises : urbanité en émergence et refondation du lien social*

Abdelkader Lakjaa¹

Pour les sociologues et les anthropologues, la problématique des périphéries, dans les pays du Sud, renvoie à la problématique sociale. De ce point de vue, la question des périphéries est en train de devenir — si elle ne l'est pas déjà — la principale question urbaine puisque « *toute la névralgie sociale [qui] s'exprime dans les tensions qui affectent l'espace urbain* » (A. Geppert, 2003) s'y trouve condensée. C'est en ce sens que j'aborde, à partir d'une posture socio-anthropologique, les périphéries de la ville d'Oran (Algérie) comme laboratoire de la société, en ce sens que l'on peut y déceler l'émergence de nouvelles formes d'urbanité. L'apport de l'approche socio-anthropologique à la connaissance de l'urbanité pourrait alors résider dans la mise en lumière des enjeux actuels des villes, et notamment de ceux relatifs à l'urbanisation périphérique.

La ville est un thème sociologique par excellence et pour s'en convaincre il suffit de se reporter au processus de fondation de la science sociologique depuis Ibn Khaldoun jusqu'à Émile Durkheim. Par la suite, les travaux de Georg Simmel et ceux de l'École de Chicago, notamment R. Park (1925) et L. Wirth (1938), ont montré que « *la ville fait figure en sociologie de paradigme de la sociabilité moderne* »². Face aux communautés traditionnelles qui assignent leurs individus à des identités non négociables, l'urbanisation parvient à substituer l'appartenance à des groupes sociaux multiples et moins contraignants. N'est-ce pas que « *l'air de la ville rend libre* », selon le célèbre adage allemand. L'individu moderne, qui se pense comme unique, est selon G. Simmel, le produit de cette multiplicité des communautés d'appartenance dans lesquelles et entre lesquelles celui-ci se meut : « Plus la variété de groupes qui se rencontrent en nous est grande, plus le moi prend nettement conscience de son unité » (G. Simmel, 1999). Mais la ville est aussi un milieu géographique et économique qui se transforme en permanence, sous la pression des groupes sociaux, par exemple sous l'effet de l'exode rural et l'intensification des mobilités, elle change aussi, et peut-être plus encore, à la suite des bouleversements technologiques (automobile, électricité, techniques de communication, etc.).

Centre urbain historique, Oran, deuxième ville algérienne, s'est présentée dans le paysage urbain algérien, tout le long de la période coloniale française, comme ville exceptionnelle à plus d'un titre³. En effet, Oran a été la ville la plus « européenne » de l'Algérie : jusqu'en 1901 cette dominante a été majoritairement espagnole, et à compter de cette même année la population française a dominé jusqu'à l'indépendance en 1962 et, enfin, le peuplement de la ville d'Oran comptait aussi une proportion non négligeable d'Israélites (11,5% à Oran contre 12% à Constantine et moins de 8% à Alger). Ce chamboulement ethnique a été soutenu par une reconfiguration urbaine qui a fait écrire à R. Lespès « A ce point de vue, sa physionomie générale est frappante. Un étranger pourrait la parcourir de l'Ouest à l'Est, selon sa plus grande dimension, sans soupçonner autrement que par la vue de deux ou trois minarets et par la

* Ce texte a été publié une première fois dans les Cahiers d'EMAM N°18 de l'université de Tours (France)

¹ Maître de Conférences, Faculté des Sciences sociales d'Oran, Département de Sociologie

² Cf. J.-S. Beuscart et A. Peerbaye, 2003, pp. 3-6. Pour les travaux de l'École de Chicago, se référer à J.-M. Chapoulie, 2001.

³ Voir à ce propos A. Lakjaa, Oran, une ville algérienne reconquise...Un centre historique en mutation, in L'année du Maghreb 2008, Dossier La fabrique de la mémoire, CNRS Editions, Paris 2008, pp. 441-456.

rencontre de quelques Indigènes musulmans, qu'elle en abrite un certain contingent »⁴. De ce fait, Oran présente un intérêt réel dans la perspective d'une réflexion sur les mutations urbaines et sociales post-coloniales. Dans ce contexte caractérisé par des mutations urbaines aux tendances irréversibles⁵ – mais dont les effets demeurent incertains –, l'observateur ne peut échapper à l'interrogation suivante : quel avenir pour l'urbanité oranaise ? Mais, quand bien même les mutations en cours pourraient signifier que cette situation exceptionnelle est en train de prendre fin, il nous faut bien mentionner que si l'urbain est un, la ville, selon les cultures et l'histoire, est plurielle et n'affronte pas partout les mêmes défis⁶.

Je propose à travers ce texte des lignes de réflexion sur l'urbanité que je situe à la croisée de la sociologie et de l'anthropologie.

I. Qu'est-ce que l'urbanité ?

Bien que, selon les auteurs, le terme « urbanité » prenne des significations très variables, pour ne pas dire antagonistes, sa pertinence en tant que concept réside, de mon point de vue, dans le fait qu'il permet de saisir le changement social à travers sa dimension spatiale mais sans perdre de vue, toutefois, que la question sociale surplombe la question urbaine. Sous cet angle, l'urbanité signifie bien les différents faisceaux de relations que les citoyens tissent entre eux et à travers la ville. Si, dans l'usage classique de la langue française, l'urbanité signifiait essentiellement la politesse et avait pour synonymes l'affabilité, l'amabilité, les manières ainsi qu'un certain usage du monde, les sociologues et autres spécialistes de l'urbain s'accordent actuellement à la définir comme le respect des règles qui organisent la vie en société. Ce respect va des préceptes du savoir-vivre-ensemble dans les espaces public et privé, en passant par le code de circulation routière. En un mot, c'est une éthique urbaine du respect du vivre ensemble. En ville, ce vivre ensemble se déploie selon plusieurs échelles : la famille, l'immeuble, la rue, le quartier, la commune, l'agglomération, mais aussi l'association, le club sportif, le lieu de travail, l'activité sportive, l'activité politique... Aussi l'urbanité se manifeste-t-elle, à un niveau individuel, par la capacité d'articuler ensemble ces différentes échelles, et renseigne sur le déploiement fédérateur de l'espace public.

Cette approche de l'urbanité repose sur la saisie des relations qui se tissent entre l'urbain comme structure matérielle et sa substance sociale qui se manifeste à travers l'organisation sociale, les idées et les attitudes ainsi que les imaginaires et les représentations qui légitiment les comportements individuels et collectifs, et les pratiques qui font la densité de la vie quotidienne. Selon Louis Wirth qui définissait en 1945 l'urbanité comme un mode de vie (*Urbanism as a way of life*), celle-ci nécessite d'être appréhendée selon quatre perspectives : comme structure matérielle ; comme organisation sociale ; comme ensemble d'idées et d'attitudes ; et, enfin, comme « une constellation de personnes s'impliquant dans des formes types de comportements collectifs » (Y. Grafmeyer, 1994).

⁴ René Lespès, ORAN Etude de géographie et d'histoire urbaines, Ed. Bel Horizon, Oran, 2003, p. 122.

⁵ La détection de ces tendances peut s'appuyer sur des indicateurs comme l'évolution de la structure du *Haouch*, construction à usage d'habitation collective qualifiée généralement de traditionnelle, d'une forme originellement collective vers une forme individuelle; la réduction de la taille de la famille en relation avec l'individualisation croissante de l'habitat : selon les résultats du RGPH de 2008 plus de 65% des familles algériennes sont de type nucléaire ; l'extension du travail « salarié » à domicile de la femme par lequel celle-ci est en train de renégocier le lien social à l'intérieur de la famille; les recherches « tâtonnantes » menées par les familles à travers les aménagements/réaménagements de l'espace résidentiel-domestique en vue d'atteindre un habiter relativement satisfaisant; etc ...

⁶ À ce propos, M. Weber parle de « *Eigengesetzlichkeit* » (Loi interne propre). Cf. M. Weber, 1992.

Compte tenu de l'histoire coloniale qu'ont connue la société et les villes algériennes, l'un des fondements essentiels de l'urbanité, telle qu'elle paraît émerger dans les périphéries de ces villes, réside dans l'aspiration au droit à la ville et à tout ce que celle-ci sous-entend comme accès aux services (éducation, santé, transport...). Une aspiration qui se situe au cœur de la problématique de l'urbanité quand il s'agit des pays du Sud. Je m'interroge alors pour savoir si cette aspiration à la ville et à ses services ne mérite pas d'être considérée comme un indice d'urbanité.

D'autre part, s'il importe de comprendre comment les habitants des périphéries, qui vivent et pratiquent la ville, se définissent eux-mêmes, c'est parce qu'il me semble que la question de l'urbanité et celle des processus d'identification sont indissociables ; et ces questions se posent de façon cruciale en Algérie. La forme d'identification la plus significative est bien celle que les individus et les groupes revendiquent de plus en plus pour eux-mêmes et que Claude Dubar (2007, pp. 4-5) appelle « *identités pour soi* » par opposition aux « *identités pour autrui* », c'est-à-dire les identités attribuées par les autres, celles que Erwing Goffman appelle « *identité virtuelle* »⁷. Tout le problème est de savoir comment on est en train de passer du paradigme de l'identification attribuée par le groupe, c'est-à-dire des formes identitaires communautaires, à l'identification revendiquée par et pour soi-même, c'est-à-dire des formes identitaires sociétales. Ce questionnement tire sa substance du lien qui existe entre l'identité, qui s'affiche comme étant en cours de reconstruction, et l'urbanité qui s'avère, elle, en cours d'acquisition. L'accès à la connaissance des relations entre l'une et l'autre passe par celle des représentations, discours et pratiques de la vie quotidienne tant dans l'espace public que privé. C'est pourquoi l'urbanité paraît être un concept riche en perspectives de recherche dans les Sciences sociales.

Les années Boumediene resteront dans l'histoire de l'Algérie comme celle de l'industrialisation à outrance réalisée selon le principe cher aux Saint-Simoniens : « *Tout pour l'industrie, tout par l'industrie* ». Les mythes fondateurs de cette époque reposaient sur le principe de la resocialisation attendue de l'industrialisation, de l'urbanisation et de la scolarisation ; trois leviers qui auraient dû servir au « transfèrement » de la société algérienne d'un stade agricole à un stade industriel et d'une culture rurale à une culture urbaine. Mais si, en Europe, l'industrialisation est assimilée dans l'imaginaire collectif à l'augmentation de la productivité agricole, à l'exode rural, à l'urbanisation et à l'amélioration du niveau de vie pour tous, en Algérie, elle se résume à l'exode rural et à une certaine amélioration du niveau de vie due principalement à la disponibilité et à la redistribution sociale d'une rente pétrolière et gazière⁸.

Dans les villes, l'explosion démographique ne s'explique pas par l'attraction industrielle mais est due pour une large part au climat répulsif qui a régné dans le monde rural durant la période coloniale et à l'insécurité que le terrorisme y a produite durant la dernière décennie du XX^{ème} siècle. Le résultat est que les nouveaux résidents des villes et ceux des zones périurbaines sont de plus en plus inclassables dans les catégories sociales « classiques », telles que « classe ouvrière », « bourgeoisie », « semi-prolétariat », « sous-prolétariat ». L'incertitude⁹ qui

⁷ Stigmate; Les usages sociaux des handicaps, Paris, Ed. de Minuit, 1975 (1^{ère} éd.1963), cité par Cl. Dubar, La crise des identités - L'interprétation d'une mutation, Ed. PUF, Col. Le lien social, Paris, 2^{ème} éd. 2003 (1^{ère} édition 2000), 239 p.

⁸ Les anciennes générations en Algérie se rappellent des militants du FLN qui leur disaient qu'une fois l'Indépendance acquise et les Français partis, aucun Algérien ne serait obligé de travailler et qu'il vivrait de la vente du pétrole dont il recevrait sa part chez lui...

⁹ Dans les villes algériennes, grandes et moyennes, depuis au moins les vingt dernières années, l'incertitude est d'abord ressentie vis-à-vis de l'avenir que les jeunes et moins jeunes qualifient de « flou » ou encore d' « inexistant ». C'est ainsi que le phénomène de « Harga » (émigration clandestine vers l'Europe occidentale des jeunes issus majoritairement des milieux urbains) semble devoir être expliqué. La « Harga » ne mobilise pas que les jeunes chômeurs et dans les comptes-rendus de presse écrite il est de plus en plus fait mention de jeunes filles, de personnes qui travaillent, de jeunes qui étudient à l'université...voir à ce propos A.Lakjaa La jeunesse en Algérie :

caractérise les villes est amplement aggravée par le gonflement des couches urbaines, elles mêmes majoritairement constituées de néo-citadins, par les cohortes des sous-employés, chômeurs et autres travailleurs du secteur informel¹⁰. Certains observateurs des villes du Maghreb n'hésitent pas à placer en tête des changements spectaculaires, caractéristiques de cette région, l'explosion des besoins et des aspirations générées par des mutations urbaines sans précédent dans l'histoire de cette partie Nord de l'Afrique, bien avant l'explosion démographique et le bouleversement de la structure sociale (F. Stambouli, 2007).

II. Oran : une ville exceptionnelle dans le paysage urbain algérien

Avec son centre colonial et les cinq grands « douars périphériques » qui l'encerclent (Chteïbo, Belgaïd, Sidi El Bachir, El Hassi et Aïn Beïda), Oran présente une forme étoilée qui confère une grande lisibilité à sa structure urbaine actuelle. À Oran se maintient toujours l'ancien clivage séparant la ville « formelle », longtemps réservée à la population française et européenne, des quartiers d'habitat « informels » et/ou précaires, situés en périphérie. Les Oranais, sans distinction d'âge ni de sexe, continuent à user de l'expression « aller en ville » pour signifier leur déplacement des uns vers l'autre, c'est-à-dire vers le centre, comme du temps de la présence française.

C'est parce que Oran a été tout au long de la colonisation française la ville la plus européenne de l'Afrique du Nord - et aussi la plus israélite (*Derb El Houd* [quartier juif]) et la plus espagnole (la construction des arènes date de 1923) de toute l'Algérie -, et ce jusqu'à la veille de l'Indépendance (juillet 1962), qu'il me paraît pertinent de savoir sur quels modes se recompose l'urbanité en son sein. Cette interrogation est d'autant plus légitime qu'en Algérie l'accès au droit à la ville a été, dès l'annonce du cessez-le-feu en mars 1962, le fait de groupes sociaux, issus du monde rural (exode) ou encore des bidonvilles et autres quartiers précaires (mobilité résidentielle à l'intérieur d'une même ville). D'autre part, les nouvelles autorités du pays, en vue de faire face à cette dynamique socio-spatiale d'une ampleur rare¹¹, ont dû reconduire l'essentiel de l'arsenal des lois foncières et d'urbanisme issues de la période coloniale (M. Sgroï-Dufresne, 1986).

Cette dynamique créée par l'afflux de nouvelles populations dans la ville et ses périphéries, s'accompagne de l'invention ou, plus exactement, de l'expérimentation de nouvelles manières d'habiter et d'être dans la ville, de penser la ville et d'être de la ville. Ces inventions/expérimentations viennent « *contester l'ordre établi au cœur même de la fabrique urbaine* » (C. Sohn, 2005). Le caractère imprévu et imprévisible – et, par conséquent, incontrôlable – de cette contestation de l'ordre établi a conduit certains observateurs à accuser ces nouveaux arrivants en ville d'être à l'origine de la « rurbanisation » des villes algériennes.

en valeurs communautaires et aspirations sociétares, in Henry Cellier et Abba Rouag (s/dir), France-Algérie : villes, jeunesse et marginalité, Ed. L'Harmattan, Paris, Décembre 2008. L'incertitude est aussi décriée dans la vie quotidienne dans le sens où les formes de violence se multiplient et s'étendent chaque jour un peu plus (vols de véhicules, délestage des femmes de leurs bijoux, kidnapping d'enfants, etc...) en créant un climat d'insécurité qui n'épargne pas même le voisinage. L'incertitude est tout aussi vécue par les nouveaux arrivants dans les villes qui sont de moins en moins sûrs de pouvoir « se débrouiller » un emploi, et encore moins un gîte.

¹⁰ Jusqu'au Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 1987, les planificateurs algériens adoptaient une définition webérienne de l'urbain selon laquelle une agglomération n'est urbaine que si elle abrite une certaine proportion d'occupés dans l'industrie et les services. Cette approche a été abandonnée lors du RGPH de 1998.

¹¹ Ainsi, la population de la commune d'Oran est passée de 370.000 habitants (dont 180.000 Algériens) en 1959, à 326.706 habitants (presque tous Algériens) en 1966 selon le RGPH de cette même année. Cependant, ce processus de reconfiguration ethnique d'Oran a commencé, selon R. Lespès, dès la fin des années 50s de l'occupation française : « De toute manière, cet afflux particulièrement précipité dans les toutes dernières années menace de changer la physionomie ethnique de la capitale de l'Ouest », Oran Etude de géographie et d'histoire urbaines, op.cit., p. 123.

Or, comme le note Yves Chalas (2007), « *nous sommes toujours urbains, de plus en plus urbains même, mais nous sommes urbains autrement* ». Dans le cas précis de l'Algérie – mais il en est également ainsi dans les autres pays du Sud –, « nous sommes urbains autrement » parce que la ville est en train de muer sous l'action de ses nouveaux occupants.

En effet, comme toutes les grandes villes d'Algérie, Oran est une ville de plus en plus incertaine parce que ses réalités matérielles et symboliques sont mouvantes, ambiguës, trop rapides pour que les citadins – mais aussi le chercheur – puissent en saisir le sens. Aussi, le niveau de connaissances atteint sur la question urbaine se révèle-t-il impuissant à proposer une interprétation cohérente du sens des mutations en cours. La pensée sur la ville, si tant est qu'elle existe en Algérie, s'avère indigente. Et les habitants de la périphérie, de l'habitat informel et des autres quartiers précaires revendiquent leur statut d'enfants « légitimes » d'une architecture et d'un urbanisme qui ne parviennent pas à proposer un projet de ville à la hauteur de leurs aspirations, de leurs attentes et de leurs imaginaires. C'est en effet dans ces autres parties de la ville, loin des yeux des décideurs, planificateurs et concepteurs, que l'on assiste, paradoxalement, à l'invention de nouvelles formes d'habiter, avec de nouveaux usages des espaces et de nouvelles façons d'être et de se représenter la ville et la cité qui vont avec. Dans les villes du Sud, le développement des périphéries est aussi la manifestation de la carence des urbanistes et autres acteurs officiels de l'urbain. Face à la défaillance de ces derniers, les habitants redoublent d'imagination et d'inventivité¹².

Mais si « *l'incertitude est un mode de vie* », comme le notait Louis Wirth, celle des migrants qui s'installent à la périphérie des villes « [...] *est souvent décrite comme un symptôme relevant d'une pathologie de la transplantation, comme une perte symbolique et elle appelle alors une médecine des identités, une réappropriation des cultures d'origine qui justifie a posteriori la structuration de l'espace urbain autour de pôles symboliques, qui sont autant de territoires privatifs pour une communauté* » (I. Joseph, 1984). Cette incertitude se révèle être organiquement liée au phénomène migratoire, c'est-à-dire à tout ce qu'on peut deviner et imaginer comme retombées du déracinement qui fait que, chez les migrants, « *le présent est désorienté entre un passé nostalgique et un futur impensable* » (*idem*). Cette perte des repères spatiaux et temporels a pour effet direct le renforcement des liens familiaux et communautaires par la mise en œuvre de ce que Isaac Joseph appelle « *les stratégies des "cousins"* » qui s'avèrent être « *les plus décisives dans le procès de socialisation du migrant* »¹³. Ce dernier, lorsqu'il atterrit en ville où il espère se fixer, fait une escale de quelques semaines, voire même de quelques mois, chez le (les) cousin(s) afin de se familiariser avec le nouvel espace et se donner des repères autant spatiaux que sociaux qui l'aideront sans doute dans sa socialisation urbaine.

À ce propos, comme l'observe Sandro Catarini (2007), « *la vie de communautés souvent territorialisées dans des quartiers aide les habitants à stabiliser leur identité* ». Néanmoins, l'ampleur des effets de cette incertitude qui rythme la vie des déracinés a conduit une certaine pensée sur la ville à définir l'urbain par ses troubles pathologiques, tant individuels que collectifs, et sociaux¹⁴.

¹² Et du coup, comme le note Guy Burgel, « *inversement, l'invention apparaît du côté des habitants, qui ne cessent de mettre en œuvre de nouveaux usages de l'espace et de nouvelles pratiques dans la cité. La carence des uns justifie d'ailleurs certainement, et stimule, l'imagination et la créativité des autres* » (2006, p. 95).

¹³ Voir aussi à ce même propos le mémoire de magistère de M. Souiah, 2007.

¹⁴ Voir à ce propos A. Lakjaa, Société, trouble mental et individuation en Algérie, Rapport scientifique du projet de recherche Médecines, Maladies et Société, Agence Nationale de Recherche en Santé (ANDRS), Oran, 2005. Face à la montée de ces troubles mentaux, les pouvoirs publics ont tenté, pour la première fois, d'en prendre la mesure à travers le RGPH de 1998 en procédant au recensement de toutes les personnes souffrant de troubles moteurs ou mentaux. Enfin, il ne serait pas inutile de se référer aux travaux du sociologue Alain Ehrenberg et, tout particulièrement, à son livre *La Fatigue d'être soi*, 2000.

L'arrêt sur le concept d'urbanité me semble être dicté par la nécessité de soumettre à une première analyse les observations relatives au douar périphérique Sidi El Bachir et ce que celles-ci suggèrent comme nouvelles pistes de questionnement.

III. Sidi el Bachir : un douar périphérique¹⁵

Les habitants eux-mêmes de Sidi El Bachir le désignent par le terme de « douar », tandis que les représentants de l'administration parlent d'« agglomération » (secondaire). Ceci nous place d'emblée devant la réalité des mots par lesquels sont signifiées les divisions de la ville. En effet, si « *on aperçoit, sous l'apparente simplicité des découpages spatiaux de l'administration moderne, les traces d'institutions anciennes, les mises au présent du passé, les revendications spatiales des groupes* » (C. Topalov, 2002, p. 1), c'est parce que ces toponymes « *mettent en lumière la faible prégnance des divisions administratives et l'apparente solidité des divisions spatiales anciennes, supports d'identités sociales elles-mêmes constamment renégociées* » (*idem*, p. 4). À ce même propos, Jacques Berque note que le terme de douar est apparu en Algérie dans la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle et qu'il a été une « *timide amorce d'une commune* » à partir de la tribu (J. Berque, 1962). Ce qui mérite attention ici, ce sont tout autant le signifiant en lui-même que la réalité signifiée par le recours et l'usage du terme « douar », comme l'illustre Sidi El Bachir.

À 15 kilomètres de la ville d'Oran, sur l'axe Oran-Arzew, se localise Sidi El Bachir qui est, selon le découpage administratif en vigueur depuis 1984, une agglomération secondaire¹⁶ de la commune de Bir El Djir. A l'origine, Sidi El Bachir est le nom du Wali (marabout) dont le mausolée est situé au nord-est de cette agglomération. Le douar de Sidi El Bachir est, quant à lui, limité au nord par l'autoroute Oran-Arzew, au sud par le chemin de wilaya 74, axe Hassi Bounif-Bir El Djir, à l'est par l'oued Sidi El Bachir et, à l'ouest, par une zone d'activités économiques. Cette agglomération a connu trois périodes dans son évolution :

- La première est la période coloniale : Sidi El Bachir, à son origine, était une zone éparse, constituée de fermes rattachées à des domaines agricoles coloniaux avec quelques constructions abritant, çà et là des, ouvriers agricoles.
- La deuxième étape, débutant avec l'indépendance politique du pays en 1962, a été marquée par l'appropriation collective par des ouvriers agricoles des terres agricoles abandonnées par les colons français, ce qui a donné lieu à de nouvelles installations d'habitations¹⁷, . Ainsi s'est formé ce qui est devenu avec le temps le noyau de Sidi El Bachir : les douars Bendaoud A, B et C (l'actuel Douar Boudjemaâ).
- La troisième étape, de 1970 à aujourd'hui, est celle durant laquelle Sidi El Bachir change de statut en quittant la strate éparse¹⁸ (habitat épars) pour devenir une agglomération. En moins de trente ans, de 1977 à 2006, la population de Sidi El Bachir s'est multipliée par quinze environ, soit un accroissement de 1 383 % (cf. tableau 1).

¹⁵ Voir à ce propos le POS (Plan d'Occupation du Sol) élaboré par le bureau d'études de la Wilaya d'Oran (BEWOR), dans le cadre de l'opération « Restructuration Sidi El Bachir », République algérienne démocratique et populaire, Ministère de l'Intérieur, Bureau d'études de la Wilaya d'Oran, 16 avril 1994.

¹⁶ Une agglomération est dite secondaire par rapport à l'agglomération chef-lieu qui abrite le siège de l'Assemblée Populaire Communale (APC), ce qui équivaut au Conseil communal en France.

¹⁷ Selon un processus classique, bien analysé, par exemple, par G. Mutin (1977) dans la Mitidja.

¹⁸ « Strate éparse » est une des catégories utilisée par le RGPH algérien pour classer les types d'établissements humains. Cette strate est dite « éparse » par référence à la dispersion de l'habitat et par comparaison à l'agglomération.

Tableau 1. Évolution de la population de Sidi El Bachir entre 1977 et 2006.

RGPH 1977 (1)	RGPH 1987 (1)	Enquête BEWO 1992 (2)	RGPH 1998 (1)	Enquête APC 2006 (3)
3 573 habitants	7 402 habitants	21 228 habitants	36 500 habitants	53 000 habitants
516 habitations	1 217 habitations	2 155 habitations	—	—

Sources : (1) ONS ; (2) Bureau d'Études de la Wilaya d'Oran ;
(3) Enquête réalisée par l'Assemblée Populaire Communale de Bir El Djir en vue de la préparation du RGPH 2008.

Cette agglomération présente un aspect de mosaïque qui résulte de la juxtaposition de trois opérations : l'occupation des terrains communaux, les recasements de familles oranaises à partir de 1985, ainsi que les lotissements réalisés depuis 1988. Sur la superficie totale de Sidi El Bachir, soit un peu plus de 206 ha en 1992, les noyaux autour desquels s'est constituée cette périphérie, à savoir Bendaoud A et B, en occupent à eux seuls 41 %. La typologie de l'habitat se décline en quatre grands types de constructions : le haouch individuel, le haouch collectif, l'immeuble semi-collectif et la villa.

1 • Le haouch individuel est le type conçu par les habitants de l'auto-construction et du recasement; il s'agit déjà d'une amorce de dépassement de la forme traditionnelle du haouch lui-même et d'une option pour l'individuation par l'habitation. Il compte deux à trois pièces, situées de part et d'autre d'un couloir et d'une cour au fond de laquelle se trouve un WC.

2 • Le haouch collectif regroupe deux à trois, voire quatre logements, entourant une cour commune sur laquelle donnent les fenêtres des pièces des différents logements. La cour, espace central, tout comme dans le haouch individuel, sert généralement à l'accomplissement des tâches ménagères. La disposition des pièces est identique, elle aussi, à celle du type précédent, tout comme l'accès qui se fait par un portail s'ouvrant sur la cour.

Ces deux types de construction sont regroupés par les techniciens des bureaux d'études dans ce qu'ils nomment « le type traditionnel » qui se retrouve majoritairement dans le premier noyau de Sidi El Bachir, les douars Bendaoud A et B. Le haouch, sous sa forme collective et individuelle, est le type de construction dominant dans le douar périphérique de Sidi El Bachir.

3 • Le type planifié compte des immeubles semi-collectifs et des immeubles collectifs. Les premiers se présentent sous forme de constructions verticales composées de plusieurs logements répartis en deux à trois niveaux. Ce sont des logements conçus, réalisés et affectés par l'État à des enseignants (écoles primaires) ou encore au personnel d'entreprises communales. Le deuxième type planifié, érigé en « immeuble collectif », est conçu et construit par l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière (OPGI) ; en 1992, il comptait pas moins de 595 logements s'étalant sur 9,5 ha.

4 • Le type « villa » s'étend sur des surfaces relativement plus grandes. Selon la typologie adoptée par les techniciens des bureaux d'études, les types planifié et « villa » s'intègrent dans ce qu'ils qualifient d'« habitat moderne ». Pour eux, l'« habitat moderne » se distingue par « le respect des normes de construction » et « se détache » du « type traditionnel » sur les plans architectural et urbanistique. L'« habitat moderne », principalement sous forme individuelle ou villa, se situe dans le secteur de « morcellement » qui comptait en 1992 437 logements s'étendant sur une superficie de 22 ha. En termes de densité de logements, on compte 20 unités à l'hectare pour l'« habitat moderne », et, pour les douars-noyaux, 13 constructions à l'hectare à Bendaoud A et 12 à Bendaoud B ; la moyenne pour l'ensemble de Sidi El Bachir était en 1992 de 24 logements à l'hectare. Seul le type « immeuble collectif » de l'OPGI (Office de Promotion et de

Gestion Immobilière), qui se présente comme le plus « aggloméré », dépasse largement cette moyenne, en affichant une densité de l'ordre de 62 logements/ha.

Cette mosaïque de types de constructions signifie bien que, dans les périphéries, si l'habitat peut être spontané ou même informel, il n'est pas nécessairement, ni même généralement, précaire; elle exprime aussi le fait que le paysage bâti est loin d'être uniforme. En définitive, l'image de la mosaïque permet de rendre compte, ici, de ce que le gonflement démographique et l'extension spatiale de cette périphérie se sont effectués par une série de ruptures.

- La première est de nature spatiale, c'est-à-dire que, face aux noyaux « spontanés » que sont Bendaoud A et B, ont été érigés :

- les secteurs de l'auto-construction : 434 logements,
- de l'habitat rural : 85 logements,
- du recasement : 713 logements,
- du morcellement : 437 logements,
- du lotissement : 928 logements,
- de l'OPGI (595 logements)

A ces différents « fragments » se sont greffées des baraques construites en parpaing et des tôles ondulées, constituant ainsi la partie « bidonville » de Sidi El Bachir . Mais vu que la « durcification » se réalise de façon permanente au sein de ces « douars périphériques, il est difficile d'avancer une idée relativement précise de la date de construction de ces baraques qui ont toujours été présentes, quelque part, à Sidi El Bachir. Les premiers noyaux, c'est-à-dire les Douar A et B, qui ont été à l'origine des baraquements, sont passés par ce même processus. La deuxième rupture, de nature sociale quant à elle, fait que les groupes sociaux occupant tel ou tel secteur d'habitat n'ont ni la même origine géographique, ni les mêmes caractéristiques sociales, ni même la même expérience du mode de vie urbain. En effet, si les anciennes familles de Bendaoud A et B, les premiers occupants de cet espace périphérique, sont là depuis le temps des fermes coloniales, c'est-à-dire depuis « le temps de la France », ceux du recasement y ont été installés par décision des autorités wilayaes dans les années 1970 et 1980 et venaient majoritairement des anciens quartiers d'Oran qu'on appelait dans le temps « les faubourgs », tels El Hamri, Petit Lac, El Barqui (ex. Sanchidrian, Victor-Hugo, etc. Aussi ces ruptures s'avèrent-elles être le fait tout à la fois de la société et de l'État.

- La troisième rupture est de nature architecturale et urbanistique (style, superficie, nombre d'étages, matériaux de construction, etc.) et intervient dans le paysage urbain périphérique de Sidi El Bachir comme marqueur socio-spatial. Les aspects extérieurs sont eux aussi un autre facteur distinctif entre deux types de constructions : face au type haouch dont les façades et les murs de séparation sont en parpaings et les toitures en plaques de fibrociment soutenues par des lambourdes, la villa s'affiche avec de la brique, du béton armé et de la poutre.

Dans leur grande majorité, les logements sont de deux à trois pièces : ceux-ci représentent 65,20 % de l'ensemble du parc en 1992 et 73,23 % si on intègre les logements d'une pièce (en 1998, selon les résultats du RGPH, les logements d'une à trois pièces représentaient 67 % de l'ensemble du parc¹⁹). Le reste se répartit entre les F4 (24,25 %), les F5 (1,19 %), les F6 (0,7 %) et les F7 (0,63 %). Par la taille des logements, la périphérie Sidi El Bachir se révèle ainsi tout à fait proche de la moyenne nationale (3 pièces en 1998). Mais cet indicateur de la taille ne rend pas très bien compte des conditions d'occupation, mieux saisies par le Taux d'Occupation par Pièce (TOP), relativement plus précis d'ailleurs que celui du Taux d'Occupation par logement (TOL). À Sidi El Bachir, le TOP le plus élevé ne se situe pas dans les anciens douars-noyaux

¹⁹ Pour les données relatives au Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) 1998, se référer à Collections Statistiques N°80, RGPH 1998, *Principaux résultats du sondage au 1/10^{ème}*, Série Résultats N°01.

Bendaoud A et B, comme on aurait tendance à s'y attendre, mais dans les secteurs appelés « habitat rural » (4,33 personnes par pièce) et le « recasement » (3,9). Les TOP relativement les plus faibles – de l'ordre de la moyenne nationale : 2,3 personnes par pièce en 1998 (RGPH) -, se situent dans le douar Bendaoud A (2,4) et le secteur de l'auto-construction (2,34). Mais, de façon générale, le TOP moyen (3,26), comme le TOL moyen (9,07) de Sidi El Bachir s'affichent à un niveau assez sensiblement supérieur à la moyenne nationale qui était respectivement de 2,3 et 7,2. Le sens du caractère relativement élevé de ces deux taux, qui s'affichent en tête des indicateurs de la solidarité familiale, se révèle à travers la pratique de la stratégie « des cousins », pièce maîtresse dans le procès de socialisation urbaine du migrant.

Le statut juridique par lequel se révèle une des facettes centrales de l'appropriation de la parcelle sur laquelle est construit le logement ou/et le logement lui-même ou encore le statut juridique d'occupation du logement, et qui revêtent par conséquent une valeur éminemment significative pour les habitants des périphéries tout comme pour ceux des quartiers intra-muros à dominante populaire, informelle et/ou précaire, se déclinent en six grandes modalités :

1 • les habitants de Bendaoud A et B, secteurs qui comptent pas moins de 1 091 logements, affichent le livret foncier que leur a délivré la Conservation de la Wilaya d'Oran et qui fait fonction d'un titre de propriété ;

2 • les deux secteurs « lotissement » et « morcellement », qui regroupent 1 365 unités spatiales, et dont les lots de terrain ont été vendus à leurs occupants par l'agence foncière locale, sont régis par des actes administratifs;

3 & 4 • la propriété des logements situés dans les secteurs de l'auto-construction (434 logements) et des recasements (713 logements) est justifiée par des « attestations d'auto-construction » et des « décisions d'attribution » émises par l'Assemblée Populaire Communale (APC) de Bir el Djir comme actes de légalisation ;

5 • la cinquième modalité d'appropriation juridique est attestée par l'acte de « désistement d'héritage » qui s'opère entre membres d'une même famille sous forme de donation ou de baux de location ;

6 • la sixième et dernière forme est celle qui peut être qualifiée « d'appropriation de fait » et pour laquelle aucun acte juridique ne peut être avancé pour la simple raison que l'occupation de terrain sur laquelle a été érigé le logement s'est faite sans aucune autorisation préalable sous quelque forme que ce soit.

L'éventail de ces situations juridiques d'appropriation/occupation des parcelles et des habitations à Sidi El Bachir renseigne et participe, elle aussi, du changement des rapports à la terre, laquelle est désormais perçue comme sol urbanisable. D'autre part, la cristallisation des rapports entre membres de mêmes familles à travers ces situations juridiques signifie que l'individualisation est bel et bien enclenchée.

Ainsi, si on excepte la dernière forme, tous les autres statuts juridiques nécessitent d'être interprétés comme autant de signes d'attachement effectif au principe de la régularisation vis-à-vis de la Loi. Pour une large part, cet attachement à la régularisation explique la dynamique du marché foncier à Sidi El Bachir, une dynamique dans laquelle l'écrivain public joue un rôle central. On n'y compte pas moins, en effet, de 15 écrivains publics et ce nombre est jugé par l'un d'eux comme étant encore insuffisant. Le local de l'écrivain public fait fonction effective d'agence foncière, comme le souligne l'un d'entre eux interrogé sur le fait de savoir si ce nombre n'était pas excessif compte tenu de la taille de l'agglomération :

« Au contraire ! Pour Sidi El Bachir, spécialement, je pense que ce nombre ne suffit pas. Il faut savoir que le rôle de l'écrivain [public] dans un quartier comme celui-ci est complexe et ne se résume pas à la seule tâche d'assister un illettré dans la rédaction d'une lettre personnelle ou d'une correspondance administrative. Rares sont ceux qui franchissent la porte de mon local en me demandant de l'aide pour écrire une lettre pour un frère à l'étranger ou un fils en prison. L'essentiel de mon travail réside dans la rédaction d'actes, de vente et de location. La tâche des écrivains publics est donc, en quelque sorte, la régularisation du marché foncier, autrement dit lui donner un soupçon de légalité, sachant que ce quartier est dans sa majeure partie "faoudaoui" [anarchique] et celui qui désire vendre sa maison n'ira pas chez un notaire, car ce dernier est défini comme un témoin légal... Et comment peut-il témoigner légalement sur l'achat ou la vente d'un bien foncier qui ne devrait pas exister [c'est-à-dire dont la propriété officielle n'est pas prouvée] ? Même si, d'une façon informelle, l'écrivain public sert pour cette population de notaire ou du moins comme témoin plus ou moins crédible... »²⁰.

La fonction assignée à l'écrivain public et l'importance que celui-ci a acquise dénotent des compétences des habitants de Sidi El Bachir à comprendre les logiques des marchés du foncier et de l'immobilier, voire à en être les acteurs. Ces compétences, que les habitants investissent dans leurs interactions sociales, renseignent sur l'urbanité qui émerge, d'une part, et, d'autre part, sur la « citadinisation des esprits ». Au-delà des apparences matérielles de ces espaces périphériques (cour commune, absence d'infrastructures, très médiocre état de la voirie, absence de trottoirs, forts contrastes d'un secteur à l'autre, voire d'un îlot à un autre, etc.), « les acquis d'urbanité se manifestent dans ces quartiers et font de ces habitants des citadins, porteurs de coutumes adaptées au nouveau contexte qui devient le leur. La ville, lieu d'immigration, va se révéler un creuset de coutumes, un lieu de fusion des mémoires propices à une urbanité de type universel » (R. Blary et al., 1999).

Les origines géographiques diverses des habitants expliquent les contrastes en matière d'urbanité d'un secteur de la périphérie à un autre. On constate en effet que la périphérie ne s'alimente pas seulement de migrants ruraux, ce qui incite à formuler l'hypothèse de la existence de plusieurs formes d'urbanité plutôt que de celle d'une urbanité émergente qui revêtirait une forme unique. Cette hypothèse est solidaire d'une deuxième : la périphérie, à l'image de la ville algérienne, évolue comme un creuset dans lequel se rapprochent et se fondent ces formes différentes d'urbanité pour donner naissance à l'urbanité universelle. Dans le cas singulier de l'Algérie, la périphérie demande à être appréhendée comme le creuset dans lequel se fondent les différentes identités tribales et claniques pour donner naissance à une identification à la ville nouvelle qui prend forme loin des contours de la ville programmée.

A Sidi El Bachir cohabitent ainsi des familles qui se distinguent des autres par l'expérience urbaine accumulée : les familles les plus anciennes se prévalent de leur urbanité acquise dans la ville-centre. La mise en avant de cette expérience urbaine réfère à une double dimension : l'une, temporelle, qui se compte en nombre d'années passées dans la ville-centre, et

²⁰ Entretien recueilli par M. Souiah lors de son enquête de terrain à Sidi El Bachir (2007).

l'autre, spatiale, qui renvoie au quartier dans lequel on a résidé (venir de Delmonte²¹, par exemple, est plus valorisant que de venir de Sidi El Houari ou même d'El Hamri²²). Les familles transférées d'Oran et recasées pour cause d'utilité publique²³ [] ou de trop grands risques liés à la vétusté des immeubles²⁴, [ne se perçoivent pas comme les familles fraîchement arrivées des campagnes. Ceci étant, élévation périurbaine des familles recasées est intimement vécue comme une relégation sociale dans la mesure où elles associent toujours l'urbanité, la « vraie », au centre des villes qui demeure encore dans leurs esprits assimilé au lieu où les choses se passent. En 1992, sur 1 769 chefs de ménage habitant à Sidi El Bachir et interrogés pour savoir quel était leur lieu de résidence antérieur, 1 158 ont répondu avoir résidé à Oran, soit 65,46 % et 415 (23,46 %) être nés à Sidi El Bachir, 13 (0,7 %) à Arzew, 13 autres à l'étranger, 104 (5,9 %) dans les autres wilayate de l'Ouest, 14 (0,8 %) se répartissaient entre les wilayate du Centre (5), de l'Est (7) et du Sud (2) et 52 (2,9 %) qui ont répondu « avoir toujours résidé à Sidi El Bachir ». Tout ceci souligne bien que l'évolution socio-spatiale rapide de Sidi El Bachir est loin de pouvoir s'expliquer par l'exode rural (7%) ou même par l'accroissement naturel mais bien plus par les mécanismes d'exclusion dont le recasement n'est qu'un aspect. Le cas de Sidi El Bachir relève du parfait paradoxe dans le sens où c'est l'État qui a créé de l'habitat « illégal », devenu avec le temps « incontrôlé »²⁵.

À Sidi El Bachir comme à Aïn Beïda (M. Souiah, 2007), El Hassi, Belgaid et Chteïbo (Nedjma)²⁶, des îlots entiers sont occupés par des familles originaires de la même Wilaya, de la même commune, voire du même douar. Ainsi, à Sidi El Bachir, à l'origine, la population venait majoritairement de la région d'El Bayadh : ce sont des Ouled Sidi Cheikh (M. Souiah, 2007). Aussi nous trouvons-nous, en milieu urbain, face à un redéploiement de liens qui participent des racines communes sous forme de liens de sang, de sol ou de culture, c'est-à-dire du lien communautaire²⁷.

IV. La périphérie : le laboratoire d'une urbanité en émergence

L'éloignement géographique par rapport au centre-ville a été facilité par l'usage de plus en plus massif et quotidien de l'automobile. Et si la périphérie peut être appréhendée comme le produit de l'étalement urbain, c'est parce qu'il est reconnu aujourd'hui que la mobilité a joué un

²¹ Quartier d'Oran situé au Sud-Est par rapport du centre-ville, entre Saint-Eugène et Bastié, et habité pour une bonne part par des couches populaires.

²² Quartier d'Oran situé, lui aussi au Sud-Est du centre-ville, entre Delmonte et Boulanger. El Hamri est réputé être le foyer de l'identité oranaise musulmane par opposition à Sidi El Houari qui reste assimilé au foyer de l'identité oranaise coloniale. Ainsi les *Hamraoua* (natifs d'El Hamri) sont perçus parmi les Oranais comme étant ceux qui s'y sont établis de très longue date. L'équipe de foot-ball « emblème » d'Oran, le MCO, est née à El Hamri.

²³ Par exemple à la suite de la démolition de constructions riveraines rendue nécessaire par l'élargissement des artères de la ville d'Oran, comme à Sidi El Houari et Delmonte.

²⁴ Ce fut le cas pour les premières familles installées à Bendaoud A et B.

²⁵ Après l'arrivée massive des migrants à Sidi El Bachir, les autorités procédèrent à la distribution des lots de terrain de façon anarchique. Cette situation fait que certaines des constructions ont été réalisées sans permis de construire.

²⁶ À propos de la périphérie officiellement nommée « Nedjma » et communément appelée Chteïbo, se référer au mémoire de magistère de Najet Mouaziz, 1996.

²⁷ Voir, à ce propos, Claude Dubar (2007, pp. 195-196) qui relève que « *le lien sociétairé, comme lien social, est fragile, souvent temporaire mais toujours "signifiant". Il n'implique pas, contrairement au lien communautaire, le partage de "croyances collectives" ni de "racines communes" (liens de sang, de sol ou de culture) mais la participation à des actions avec d'autres qui sont des "partenaires". L'enjeu de ce lien volontaire n'est pas seulement l'efficacité, la réussite des objectifs de l'action, c'est aussi la reconnaissance de chacun des partenaires comme acteur personnel autant que social. En ce sens, comme l'a bien vu Jean-Daniel Reynaud, c'est dans l'action collective et la négociation de ses règles que se constituent des acteurs en tant que sujet* ».

rôle majeur dans l'extension contemporaine des villes : on n'a pas manqué, par exemple, de parler de la transition urbaine caractérisée par le passage de la ville pédestre à la ville motorisée. La mobilité a été facilitée, voire encouragée, par l'automobile qui a « ouvert un vaste territoire à l'urbanisation, en permettant de rester lié à la ville agglomérée sans y habiter. [...] Le mode automobile engendre aujourd'hui, autour du phénomène résidentiel, la ville périurbaine » (J.-P. Simon et F. Seither, 2004)²⁸. Là aussi, Sidi El Bachir permet d'illustrer cette réalité puisque, parmi les 2 270 personnes occupées en 1992 (et 1554 personnes en chômage, soit des taux officiels d'activité de 18 % et de chômage de 40 %), la mobilité entre le lieu de résidence et le lieu de travail concernait 81 % d'entre elles (45,3 % travaillaient à Bir El Djir et 30,09 % autres à Oran et 1,49 % à Arzew et 2,57 % dans les autres communes d'Oran et 1,53 % se partageant entre l'étranger et le reste du pays). Finalement, seuls 19 % des actifs occupés travaillaient sur place²⁹. Ainsi l'étalement urbain de la ville d'Oran, qui se fait par ruptures depuis au moins le début du XX^{ème} siècle, comme le notait déjà R. Lespès (2003)³⁰, se révèle être une pratique qui est toujours courts.

Dans les espaces périphériques, de nouvelles manières d'habiter et de s'organiser en ville sont en cours d'invention; elles viennent conforter l'adoption de nouvelles attitudes et comportements individuels et collectifs ainsi que le modèle fondé sur la figure positive de la famille propriétaire de sa maison. Ces nouvelles manières d'habiter et de pratiquer la ville « [...] participent d'une citadinisation des esprits [et] révèlent un processus d'apprentissage de la ville, non pas la ville imposée par les pouvoirs, mais celle qui est pratiquée et appropriée par ses habitants » (C. Sohn, 2005). La multiplication des activités de production à domicile qui participe de l'adoption de ces nouvelles attitudes est en train d'engendrer une remise en cause de la division fonctionnelle de la ville par le retour subreptice à la polyvalence des espaces. D'autre part, ces activités à domicile, qu'exercent principalement les femmes mariées, conduisent à la renégociation du lien social homme-femme dans la mesure où celle-ci, par les gains que lui procure sa production destinée au marché, contribue désormais aux revenus familiaux. Ce sont là autant d'indicateurs qui confortent l'idée que l'urbanité ne peut plus être identifiée au seul mode de vie de la ville-centre mais qu'elle se diffuse tout autant dans et à partir des périphéries.

Face à ces nouvelles formes d'urbanité qui émergent à travers les manières d'habiter, de concevoir et d'occuper les espaces publics et privés, les autorités sont amenées à revoir leur projet urbain et à adapter leurs normes et leurs procédures d'urbanisme en vue de tenter d'encadrer un phénomène de forte ampleur. Dans ces interactions qui se tissent entre pouvoirs et citoyens, la ville post-coloniale qui s'invente s'éloigne du modèle promu par la colonisation et reconduit par les nouveaux pouvoirs issus de l'indépendance politique du pays en 1962. Néanmoins, la nouvelle ville qui prend forme conserve certaines des caractéristiques du modèle colonial, lesquelles sont à la fois réappropriées par les nouveaux pouvoirs et revendiquées par les citoyens. Et on peut deviner aisément que l'hybridation entre certains éléments caractérisant le

²⁸ Le parc automobile de la Wilaya d'Oran, par exemple, a évolué durant la dernière décennie de la façon suivante (Source ONS) :

	1995	1997	1999	2001	2002	2003	2004	2006
Total	124 268	133 704	140 136	142 255	145 322	149 601	153 638	180 966
dont véhicules tourisme	80 735	87 589	91 604	93 423	96 279	100 101	103 712	126 500

Pour le total des véhicules, l'augmentation est de 46 % entre 1995 et 2006, alors que, pour les seuls véhicules de tourisme, elle est de 57 %.

²⁹ Selon l'enquête du BEWO (1992). Document POS, *op. cit.*

³⁰ René Lespès notait en effet que « (...) ; c'est avant tout par formation et agglutination de nouvelles cellules, et non plus par renforcement des anciennes que se fait en surface l'occupation des sols », Oran Etude de géographie et d'histoire urbaine, *op. cit.*, p. 117.

modèle colonial et les nouvelles manières de penser, d'être et de faire la ville génère des contradictions et des conflits dont l'une des manifestations principales réside dans la dynamique de transformations/modifications de l'espace domestique (A. Lakjaa, 1996).

On peut ainsi affirmer que les interrogations actuelles sur l'urbanité relèvent de la crise des identités³¹ et, par voie de conséquence, de la crise du lien social. Suite à ces interrogations qui se fondent sur la définition de la ville comme le lieu de l'affirmation de l'individu, et bien que les philosophes continuent de se demander si la ville arabe peut générer l'émancipation du sujet homme ou femme³², je formule l'hypothèse que le processus sociétaire est bien en marche et « *les crises personnelles d'identité n'en sont que la preuve la plus patente, même si elle est cruelle* » (C. Dubar, 2007, p. 218). En effet, si l'individualisme triomphe, c'est dans la douleur qu'il prend forme et « *l'hypothèse d'un lien étroit entre ces manifestations douloureuses et le changement de modèle culturel auquel sont confrontés les femmes et les hommes d'aujourd'hui* » (*idem*, p. 164) se révèle chaque jour plus pertinente au vu de l'évolution du paysage social algérien. C'est donc de ce processus, qui n'est ni linéaire ni encore moins paisible, et ni voulu ni programmé, qu'émerge, péniblement et dans la douleur, la société urbaine algérienne avec ses formes nouvelles d'individualité et de relations sociales. Sous cet angle, nous faisons nôtre l'hypothèse avancée par Claude Dubar et selon laquelle il s'agit d'« *une mutation au cours des trente dernières années de la configuration des formes identitaires, dans le champ de la famille et des relations entre les sexes, du travail et des relations professionnelles, du religieux et du politique et des relations aux institutions. Plus précisément, la configuration des formes identitaires, constituée dans la période précédente, a perdu sa légitimité. C'est en cela qu'on peut parler d'une crise des identités, au sens de déstabilisation de l'agencement antérieur des formes identitaires* » (*idem*, p. 12) qui ne répond plus ni au besoin de se définir, ni à celui de définir les autres, ni encore au besoin de se situer dans le monde et de se projeter dans le futur.

Si « *l'aspiration à un nouveau potentiel de services urbains, différent et spécifiquement urbain, constitue un indice d'urbanité* » (R. Blary et al., 1999), le fait de se mettre en mouvement pour aller s'installer en ville est en lui-même un acte par lequel on s'inscrit dans la recherche d'opportunités nouvelles qu'offre la ville, et par conséquent dans le processus de transformation du lien social communautaire en lien sociétaire. Mais cela signifie aussi que les périphéries, tout comme d'ailleurs plus généralement les villes, se révèlent être de plus en plus des espaces où s'allient des rapports et des attitudes communautaires et sociétaires chez le même individu ou le même groupe social, ou encore des espaces où se combinent des processus de retribalisation/détribalisation selon l'expression de Ulf Hannerz³³. Ces combinaisons de formes de lien social et de processus sont en évolution permanente et témoignent – tout au long de ces transformations - de la crise des identités³⁴ - ce qui rend particulièrement difficile toute approche de celle-ci. Difficulté accrue par le fait que le lien communautaire lui-même subit des

³¹ Voir plus loin note 32

³² Entretien entre Mohamed Arkoun, Corinne Martin et Thierry Paquot. Revue *Urbanisme* n° 355, juillet-août 2007, Paris. Site Internet : <http://www.urbanisme.fr/>

³³ Explorer la ville. Eléments d'anthropologie urbaine, Traduction et présentation par Isaac Joseph, Les Editions de Minuit, Paris, 1983.

³⁴ Le romancier égyptien Naguib Mahfouz décrit parfaitement cette condition de l'homme arabe : « *Il mène une vie contemporaine [moderne]. Il obéit au droit civil et pénal d'origine occidentale, se trouve impliqué dans un enchevêtrement complexe de transactions sociales et économiques, et n'est jamais sûr du degré auquel elles s'accordent ou non avec sa foi islamique. Le courant de la vie l'emporte et il oublie pour un temps ses inquiétudes, jusqu'à ce qu'un vendredi, il entende un imam ou lise la page religieuse d'un journal, ravivant ses inquiétudes avec une certaine peur. Il réalise que, dans cette nouvelle société, il a été frappé de dédoublement de la personnalité : une moitié de son être est croyante, prie, jeûne, et va en pèlerinage. L'autre moitié frappe ses valeurs de nullité dans les banques, devant les tribunaux et dans les rues, dans les cinémas et les théâtres, voire même chez lui, parmi les siens, devant la télévision* », in Sadik Jalal Al-Azm, (professeur de philosophie à Damas, « Un difficile "dialogue de civilisations" sur l'Islam, la laïcité et l'Occident », *Le Monde Diplomatique*, sept. 1999, pp. 16-17.

changements sous les effets de l'activité culturelle qui « *n'est jamais pure préservation d'un patrimoine communautaire immuable, elle est toujours appropriation, réinterprétation, métissage, re-création personnelle et collective* » (C. Dubar, 2007, p. 200).

Conclusion

Pour le long terme, le principal enjeu que portent en elles les périphéries semble bien résider dans la refondation d'une cohésion sociale, grâce à laquelle l'espace public pourrait alors retrouver son statut fédérateur³⁵. Mais cette tendance lourde a son propre revers qui est que la ville algérienne actuelle est en train de s'abandonner aux forces d'un marché foncier et immobilier qui amplifie à vue d'œil les différenciations sociales et culturelles.

L'urbanité qui se dégage du mouvement d'hybridation en cours dans les villes algériennes actuelles (emprunts au modèle de ville coloniale, combinaisons multiples communautaire/sociétaire, attachement à certaines modalités de l'habiter ancien), se révèle beaucoup plus complexe que celle que recherchent ou que se représentent les autorités³⁶. Il y va du devenir de l'urbanité dans les villes algériennes de création coloniale. Toutes choses égales par ailleurs, on pourrait appliquer à celles-ci ce que C. Sohn (2005) dit des villes sud-africaines d'après l'apartheid : « *Les contrastes et les tendances contradictoires soulignent toutefois que derrière un tranquille dépassement de la ville d'apartheid, les incertitudes quant à la trajectoire à venir de la ville demeurent fortes* » ; citation à laquelle je me permettrai d'ajouter : et ces les trajectoires sont de plus en plus complexes.

Par conséquent, il est sans doute plus que jamais nécessaire « *de faire preuve d'imagination analytique pour les sociétés insuffisamment élucidées comme dans le cas du Maghreb, afin de redonner sens aux formes spatiales actuelles et en devenir, ainsi qu'aux modalités de solidarités sociales en formation* » (F. Stambouli, 2007). Pour paraphraser Jacques Berque³⁷, je dirais que, là aussi, il ne peut y avoir de périphéries sans urbanité et qu'il n'y a, du moins en Algérie, que des périphéries sous analysées d'un point de vue anthropologique, c'est-à-dire du point de vue de ceux qui les font, les habitent et les transforment.

Ainsi, partis de la question urbaine périphérique, nous en arrivons à la société en voie d'émergence, c'est-à-dire à la société réelle.

BIBLIOGRAPHIE

Berque J., 1962, *Le Maghreb entre deux guerres*, Paris, Le Seuil, coll. « Esprit », 445 p.

Beuscart J.-S. et Peerbaye A., 2003, « Urbanité(s) (Avant-propos) », *Terrains & Travaux*, 2003/2, n° 5, ENS Cachan, pp. 3-6.

³⁵ C'est-à-dire « espace public » au sens où l'entend Habermas.

³⁶ Jusqu'au début des années 70, les autorités algériennes s'étaient fixé l'objectif de « faire advenir » l'« Algérien moderne » à partir de l'industrialisation de la société algérienne, mais aussi en s'appuyant sur l'urbanisation et la scolarisation, les trois piliers du modèle de développement prôné et mis en œuvre durant les « 13 glorieuses » (c'est-à-dire de 1965 à 1978, l'ère de Houari Boumédiène). Voir aussi, pour la période de Chadly, *Demain l'Algérie*, République Algérienne Démocratique et Populaire, Ministère de l'Équipement et de l'Aménagement du Territoire, 1994. Dans ce document il est question d'infractions aux règles de l'urbanisme et de non respect de la légalité républicaine tant par les dépassements de la réglementation de l'urbanisme que par l'« incivisme » généralisé.

³⁷ Celui-ci avait lancé sa célèbre boutade : « Il n'y a pas de sociétés sous-développées, il n'y a que des sociétés sous-analysées »

- Blary R., N'Guessan S.-M. et André F., 1999, « Urbanité et quartiers précaires », Montréal, groupe universitaire de Montréal, 36 p. + annexes ; disponible en ligne sur <http://grim.inrs-ucs.quebec.ca/publicat/cahier/99-02.pdf> [cette adresse ne fonctionne pas]
- Burgel G., 2006, *La revanche des villes*, Paris, Hachette Littératures, 239 p.
- Cattacin S., 2007, « Les territorialités contemporaines », Forum de recherche du Département de sociologie de l'Université de Genève, *Différences, unité et urbanité. Les mutations urbaines sous la loupe des sociologues*, 21 mars 2007 ; disponible en ligne sur www.unige.ch/ses/socio/forum
- Chalas Y., 2007, « Les territorialités contemporaines », Forum de recherche du Département de sociologie de l'Université de Genève, *Différences, unité et urbanité. Les mutations urbaines sous la loupe des sociologues*, 16 mai 2007 ; disponible en ligne sur www.unige.ch/ses/socio/forum
- Chapoulie J.-M., 2001, *La tradition sociologique de Chicago, 1892-1961*, Paris, Le Seuil, 494 p.
- Dubar C., 2007, *La crise des identités. L'interprétation d'une mutation*, Paris, PUF, coll. « Le Lien social », 248 p.
- Ehrenberg A., 2008, *La Fatigue d'être soi. Dépression et société*, Paris, Éd. Odile Jacob, 318 p.
- Geppert A., 2003, « La ville "aimée" : pour une nouvelle urbanité », compte-rendu de lecture des livres *Au bonheur des villes* de Alain Cluzet (2003) et *Questions urbaines et politiques de la ville* de Bernard Balzani, Roger Bertaux et Jean Brot (sous la dir. de) (2003), disponible en ligne sur <http://espacestemp.net/document449.html> (EspacesTemps.net, 11 octobre 2003).
- Grafmeyer Y., 1994, *Sociologie urbaine*, Paris, Nathan, coll. « 128 », 128 p.
- Hannerz U., Explorer la ville Eléments d'anthropologie urbaine, Traduction et présentation par Isaac Joseph, Les Editions de Minuit, Paris, 1983.
- Joseph I., 1984, « Urbanité et ethnicité », *Terrain* (Revue d'ethnologie de l'Europe) n° 3 (octobre), pp. 20-31 ; disponible en ligne sur <http://terrain.revues.org/index2808.html>
- Lakjaa A., 1996, *Modes d'appropriation de l'espace résidentiel en milieu urbain. L'habiter identitaire*, CRASC, Rapport de recherche, 58p.
- Lakjaa A., 2005, *Société, trouble mental et individuation en Algérie*, Rapport scientifique du projet de recherche Médecines, maladies et société, Agence Nationale de Développement de la Recherche en Santé (ANDRS), Rapport de recherche, 49p.
- Lakjaa A., 2008, « Oran une ville algérienne... reconquise, un centre historique... en mutation », *L'année du Maghreb* (Annuaire de l'Afrique du Nord), Paris, Éd. CNRS, p.441-456.
- Lespès R., 1938, *Oran. Étude de géographie et d'histoire urbaines*, Paris, Félix Alcan éd., (réédition en 2003, Oran, Édition Bel Horizon. 456 avec cartes)
- Mouaziz Najet, 1996, *Les réserves foncières communales...ou la fièvre des lots de terrain. Le cas d'Oran*, Université USTO, Oran. Mémoire de magistère 173 p., Université des Sciences et Technologies d'Oran (USTO) Mohamed Boudiaf. Sous la dir. de A. Bendjelid.
- Mutin G., 1977, *La Mitidja. Décolonisation et espace géographique*, Paris, Editions du CNRS, 607 p.
- Sgroï-Dufresne M., 1986, *Alger 1830-1984. Stratégies et enjeux urbains*, Paris, ERC, coll. « Recherche sur les civilisations ». Mémoire n° 63, 252 p.
- Simon J.-P. et Seither F., 2004, « Mutations urbaines en cours : quel avenir pour l'urbanité ? », *Cafés Géographiques*, n° 485, 21 décembre 2004, disponible en ligne sur http://www.cafe-geo.net/article.php.3?id_article=485
- Sohn C., 2005, « De l'urbanité post-apartheid à Windhoek (Namibie). Entre permanence et changement, une mutation par l'hybride », *Socio-Anthropologie*, n° 16, numéro « Ville-Monde ».
- Souiah M., 2007, *Pertinence des périphéries comme lieu d'émergence de nouvelles figures de territorialisation. Socio-anthropologie des douars. Le cas des douars Aïn El Beïda et Sidi El Bachir (Oran)*, Mémoire de magistère en Anthropologie, Université d'Oran. Sous la dir. de D. Guerid et A. Lakjaa, 135 p.
- Stambouli F., 2007, « La refondation de l'urbain et du social dans le Maghreb d'aujourd'hui », Forum de recherche du Département de sociologie de l'Université de Genève, *Différences, unité et urbanité. Les*

mutations urbaines sous la loupe des sociologues, 18 avril 2007 ; disponible en ligne sur www.unige.ch/ses/socio/forum

Topalov C., 2002, « Les divisions de la ville : une approche par les mots », pp. 1-8, in C. Topalov (sous la dir. de), *Les divisions de la ville*, Paris, UNESCO, Maison des Sciences de l'Homme, coll. « Les mots de la ville », tome 2.

Weber M., 1992, *Die Stadt (1921)*, *La ville*, traduit par Philippe Fritsch, Paris, Éd. Aubier-Montaigne, 218 p.